REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPEDITION

DECISION N° CI-2015-146/28-04/CC/SG
relative à la requête en déclaration de conformité
à la Constitution de la Convention n°187 sur
« le cadre promotionnel pour la sécurité et
la santé au travail » du 15 juin 2006

AU NOM DU PEUPLE DE COTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la Loi organique n°2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;
- Vu** la Convention n°187 sur « le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail », adoptée le 15 juin 2006 à Genève (suisse) et entrée en vigueur le 20 février 2009 ;
- Vu** la saisine du Conseil constitutionnel par le Président de la République ;
- Ouï** le Conseiller-Rapporteur en son rapport ;

I- SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

Considérant que, par requête n°83/PR/SGG-CDM du 15 avril 2015, enregistrée au Secrétariat Général du Conseil constitutionnel le 16 avril 2015, sous le n°003, le Président de la République a déféré audit Conseil, la Convention n° 187 sus citée, en vue de la vérification par celui-ci, de sa conformité à la Constitution ;

Considérant qu'au soutien de sa saisine, le Président de la République invoque les articles 85, 86 et 95 de la Constitution, selon lesquels « les engagements internationaux ne peuvent être ratifiés qu'à la suite d'une loi et qu'après la déclaration, par le Conseil constitutionnel, de leur conformité à la Constitution » ;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces textes, dont l'article 95 de la Constitution renvoyant à l'article 85 de la même Constitution, et repris par l'article 18 alinéa 1 de la Loi organique n°2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel, auxquels s'ajoutent les dispositions des articles 19 alinéa 3 de la même Loi organique, que les conditions de recevabilité de la requête sont remplies ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de déclarer la requête du Président de la République, recevable ;

II- SUR LA CONFORMITE DE LA CONVENTION A LA CONSTITUTION

Considérant que la Convention incite à une amélioration constante des conditions de travail ;

Qu'elle ne comporte aucune disposition ou clause contraire à la Constitution ;

Qu'en conséquence, il y a lieu de la déclarer conforme à la Constitution ;

DECIDE

Article Premier : La requête du Président de la République est recevable ;

Article 2 : La Convention n°187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, adoptée le 15 juin 2006 à Genève (Suisse) et entrée en vigueur le 20 février 2009, est conforme à la Constitution ;

Article 3 : La présente décision sera notifiée au Président de la République et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du 28 avril 2015 ;

Où siégeaient :

Messieurs	Mamadou KONE	Président
	Hyacinthe SARASSORO	Conseiller
	François GUEI	Conseiller
	Emmanuel Kouadio TANO	Conseiller
Madame	CISSÉ Loma épouse MATTO	Conseiller
Monsieur	Emmanuel ASSI	Conseiller

Assistés de Monsieur COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

Le Président

COULIBALY-KUIBERT Ibrahime

Mamadou KONE

**EXPEDITION CONFORME
A LA MINUTE**

Le Secrétaire Général

COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime